

Notre travail est d'être aux côtés des plus précarisé-es des précarisé-es : nous ne sommes pas sûr-es de pouvoir continuer à l'être cet hiver

C'est une actualité qui n'a échappé à personne : le prix de l'énergie a augmenté d'une telle manière qu'il en vient à fragiliser financièrement des personnes qui jusque-là n'étaient pas en difficulté. Le gouvernement, conscient de cette situation inédite, a cherché à développer des réponses afin de venir en aide aux ménages belges. **Ces aides risquent de ne pas suffire**. Nous coordonnons des maisons d'accueil, des maisons de vie communautaire, des abris de nuit, des centres d'hébergement d'urgence, des services de guidance à domicile, des services de Housing First, des équipes de travail de rue et des centres d'accueil de jour pour des personnes qui n'ont plus de « chez-soi ». Cet hiver, nous craignons une explosion des demandes. Ces dernières sont déjà, à l'heure actuelle, nettement supérieures à l'offre que nous pouvons proposer.

La clé sous la porte

Pourtant, l'augmentation des demandes n'est même pas le risque le plus urgent auquel nous faisons face : **l'explosion des prix du gaz et de l'électricité met déjà en péril maintenant notre viabilité financière**. Alors que nous savons que notre secteur sera plus indispensable que jamais dans la période qui arrive, nous sommes nombreux et nombreuses à nous poser la question de la réduction de nos activités.

Depuis de très nombreuses années, **le secteur sans-abri a été et est toujours globalement sous-financé**, ce qui nous amène la plupart du temps à devoir composer avec des infrastructures vétustes. Ce problème est structurel pour nos institutions, mais il se fait ressentir avec une acuité renouvelée à l'occasion de cette crise énergétique : nos bâtiments sont mal isolés, nos chaudières parfois anciennes et notre parc électrique souvent inefficent. Les prix élevés du gaz et de l'électricité auraient de toute façon été une épreuve difficile à

traverser pour nous, mais cette vétusté accentue l'effet catastrophique de la crise énergétique sur nos finances.

Le « tarif social gaz », aussi pour le secteur sans-abri

Il y a quelque chose de paradoxal : les différentes institutions politiques de notre pays affirment vouloir protéger les plus fragiles dans cette crise, mais les personnes sans chez-soi seraient quelque part oubliées de ces aides. Pourtant le législateur avait déjà pensé à proposer le « tarif social gaz » à des collectivités qui assureraient le logement et le chauffage de personnes qui, selon toute vraisemblance, bénéficient du droit au tarif social. Ainsi les CPAS ou les fonds du logement peuvent bénéficier du tarif social pour les chaudières collectives de logements à caractère social.

Sur le plan des principes, vu la nature des organismes de logement cités, il est clair que la volonté du législateur est de faire bénéficier du « tarif social gaz » les occupant·es / locataires socialement précaires reliés à une chaudière collective. En ce sens, **il serait totalement logique de faire jouir du tarif social les personnes vivant dans des centres d'hébergement comme les nôtres**. Ou, pour le dire autrement, de faire jouir du tarif social les centres qui, comme les nôtres, hébergent des personnes qui bénéficieraient du tarif social si elles avaient leur propre logement. Pourtant, nous ne sommes pas inclus dans ce système.

Alors que notre secteur est là pour pallier les manquements de l'Etat, il doit le faire avec des moyens financiers dérisoires au vu des besoins et trop souvent encore sans pouvoir bénéficier de toute l'attention politique nécessaire.

Notre exclusion du « tarif social gaz » fait partie du même phénomène de désintérêt à l'égard de notre secteur : c'est un oubli qui n'est pas fondé au regard du sens de la loi.

C'est donc un cri d'alarme que nous voulons ici lancer : si des mesures ne sont pas prises très rapidement, on risque de connaître une crise de l'accueil poussée à son paroxysme. Avec à la clé la fermeture de plusieurs structures incapables de payer leurs factures d'énergie et de faire face à la spirale inflationniste qui impacte tout leur fonctionnement. Ce seront alors potentiellement des milliers de personnes en plus qui se retrouveront à la rue dès cet hiver. Il est encore temps pour un sursaut.